



**CENTRE AGRO-ENTREPRISE**  
Mali Sustainable Economic Growth

---

**TABLE RONDE DES INVESTISSEURS DU SECTEUR DE L'AGRIBUSINESS**  
**Contract No. 624-C-00-98-00012-00**

---

*Remis à :*  
CHEMONICS INTERNATIONAL INC.  
1133 20th Street NW  
Washington, DC 20036  
Rue 124, Porte 310, Korofina Nord  
BP 34, Bamako, Mali

*Par :*  
Ibrahima Bocar BA

Jeudi, 18 novembre 1999

---

## Table des Matières

<b>I</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II</b>	<b>REVUE DOCUMENTAIRE DES POTENTIALITES DU SECTEUR RURAL</b>	<b>1</b>
	Filières Céréalières	2
	La filière des produits animaux	4
	La filière des oléagineux	7
	La filière produit de cueillette au Mali	9
<b>III</b>	<b>LES CONTRAINTES</b>	<b>10</b>
	Le financement	10
	Les équipements	10
	La formation et le management	10
	L'information économique, commerciale et les outils modernes de gestion	10
	Le problème des coûts de facteurs (énergie, transport, communication)	11
	La privatisation des entreprises du secteur productif de l'Etat	11
	Les problèmes de stockage, de conservation et de transformation	11
	La recherche de partenaires extérieurs	11
	Les incitations	11
<b>IV</b>	<b>LES PROBLEMES SUR LESQUELS LE CAE POURRAIT SE PENCHER</b>	<b>12</b>
	Le financement des entreprises du secteur	12
	La formation et le management	12
	Le partenariat	12
	L'environnement juridique, judiciaire et fiscal	12
	Recherche de débouchés extérieurs	12

---

## **RAPPEL DE TERMES DE REFERENCE**

Le Centre Agro- Entreprise (CAE) a décidé d'organiser cette table ronde avec la participation des acteurs du secteur de l'agro- business et les organismes d'encadrement du secteur privé.

Cette initiative est heureuse à plus d'un titre pour les raisons suivantes :

- l'application des dispositifs UEMOA, à savoir l'élimination totale des barrières tarifaires et du Tarif Extérieur (TEC) à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2 000 qui soumettra nos entreprises industrielles à une compétition plus rude ;
- l'application très prochaine des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ;
- la tendance à la réduction de l'aide internationale.

Ces situations interpellent le secteur privé malien, notamment de l'agro- business et les structures d'encadrement du secteur privé qui doivent accentuer leurs efforts pour exploiter au mieux toutes les opportunités qui s'offrent.

A cet égard, cette Table Ronde sera l'occasion et c'est le but de la rencontre de :

- présenter le Centre Agro- Entreprise (CAE),
- amorcer une stratégie de dynamisation continue du secteur de l'agro- business,
- identifier de manière plus précise les axes de collaboration avec le secteur privé afin de mieux cibler les appuis du CAE.

C'est par un dialogue franc direct du genre qu'on pourrait intensifier les investissements dans le secteur.

---

## **I - INTRODUCTION**

Cette note a pour but d'introduire les débats de la Table Ronde sur la base :

- d'une revue documentaire succincte d'un certain nombre d'études récentes réalisées sur les potentialités du secteur rural malien ;
- du bilan des obstacles à la promotion du secteur auprès des opérateurs économiques dont certains participent à cette Table Ronde et d'autres personnes ressources ;
- de propositions de voies et moyens d'accroître les impacts des appuis du CAE sur la promotion des investissements privés dans le secteur.

## **II - REVUE DOCUMENTAIRE DES POTENTIALITES DU SECTEUR RURAL**

**Le secteur agricole représente en 1997 49 % du PIB réel et les  $\frac{3}{4}$  des recettes d'exportation :**

Les exportations du pays sont concentrées sur un nombre très réduit de produits primaires dont les prix sont fortement tributaires des conditions du marché international (coton et or) et du bétail sur pied.

Cette agriculture fournit les moyens d'existence à 80 % de la population rurale. Le secteur manufacturier, malgré l'adoption des conditions législatives, réglementaires et institutionnelles plus favorables (libéralisation du commerce et des prix en général, de nouveaux codes de commerce, des investissements, des mines, du travail, la création de Tribunaux de Commerce, de Guichet Unique, de Centre de Formalités des Entreprises, réformes tarifaires et fiscales, la simplification de procédures d'agrément des entreprises, de mise en place des systèmes d'information etc.), son poids économique demeure très insuffisant eu égard au potentiel que lui offre le secteur primaire en particulier l'agriculture et l'élevage.

**Le secteur manufacturier n'occupe en effet que 13 % du PIB** environ pour la période allant de 1994 -1998.

**Les services (commerce et autres services marchands) représentent 26,5 % du PIB** au cours de la même période.

Ces chiffres indiquent si besoin était les défis auxquels le Mali doit faire face, dans le contexte des intégrations au sein de l'UEMOA, de la CEDEAO et de la globalisation des marchés.

Dans le contexte actuel de libéralisation, les potentialités du secteur agricole constituent à coup sûr le meilleur atout dont dispose le Mali.

A cet égard, force est de constater que le Mali bénéficie d'un cadre macro économique stabilisé avec un taux de croissance économique annuel moyen de l'ordre de (5 %), un taux d'inflation maîtrisé (3,1 %) et des finances publiques assainies, etc.

Ce climat favorable aux affaires et à l'investissement se conjugue avec les bonnes dispositions des partenaires au développement, en particulier les Etats-Unis d'Amérique surtout après la visite en Afrique du Président Clinton, il y a bientôt deux ans.

Les activités du Centre Agro- Entreprise (CAE) s'inscrivent dans ce contexte.

Aussi cette Table Ronde vise t-elle une meilleure information et une sensibilisation des opérateurs économiques sur les potentialités du secteur agricole afin de les inciter à investir davantage dans l'agro- business en leur démontrant qu'il est porteur.

La Table Ronde sera également l'occasion grâce à un contact et un dialogue franc et direct avec les investisseurs potentiels du secteur, d'identifier leurs centres d'intérêts pour au besoin mieux cibler les appuis du Centre.

Les nombreuses études dont s'inspire ce document, à savoir l'étude CNPI sur les filières porteuses, l'étude de Messieurs BA et SYLLA sur les industries agro-alimentaires et l'étude sur les perspectives de développement du Mali en l'an 2010, démontrent amplement que l'économie malienne dispose de nombreuses filières porteuses en particulier dans le secteur rural. En effet, sur 16 filières porteuses recensées dans l'étude CNPI, 11 appartiennent au secteur agricole. Ces études démontrent également à suffisance que ces filières sont faiblement exploitées.

## **1 - filières céréalières**

Il ressort des études que les disponibilités en terres pour la production agro-sylvo-pastorale se présentent comme suit :

- 45,5 Millions d'hectares dont 11,5 Millions d'hectares cultivables,
- 2,2 Millions d'hectares en potentiel de terres irrigables dans les bassins des fleuves Niger/Bani et Sénégal,
- 188 340 hectares ou 8,5 % du potentiel des terres irrigables dont 55 450 hectares à maîtrise totale d'eau.

### ***Riz***

Sur une production céréalière globale de l'ordre de 2 millions de tonnes l'an en moyenne, la production du riz paddy est estimée à près de 500 000 tonnes environ dont plus de 50 % dans la zone Office du Niger.

## Entreprises opérant dans les filières céréalières :

Ce sont :

- Office du Niger
- Rizerie de Molodo
- Débougou
- Sokolo
- Dogofri
- Grand Grenier du Bonheur à Dioro (GGB)
- ITRAC
- SERIMA-SA

Ces entreprises précitées opèrent dans la filière riz. Elles sont pratiquement toutes des démembrements de l'Office du Niger après sa restructuration.

## Les opportunités d'investissement :

Dans la Zone Office du Niger, on pourrait avec des travaux d'aménagement :

- étendre les superficies cultivées pour la production du paddy. Les terres irrigables mises en valeur n'occupent que 8,5 % des superficies disponibles,
- installer des unités de production de farines et semoules de mil, sorgho, maïs, riz et d'autres farines composées,
- créer des unités de transformation de manioc,
- créer des fabriques de chips de pomme de terre, banane, igname, patate, etc.

A cet égard, certains opérateurs privés, pour ne citer que certains d'entre eux : Messieurs DIALLO (SERIMA-SA), Bakoré SYLLA (GGB) et Modibo KEITA ont déjà réalisé dans le secteur, des investissements importants dans le cadre de la privatisation des secteurs productifs de l'Etat par la reprise des unités de décorticage.

Leurs expériences sur le terrain pourraient être enrichissantes car ces opérateurs seront présents ou représentés à la Table Ronde.

A l'instar de la Zone Office du Niger, la Zone Haute Vallée et la Région de Sikasso offrent des possibilités identiques d'exploitation.

### **Maïs**

Sa production annuelle est estimée à près de 300 000 tonnes dont 80% sont réalisés dans la zone Mali-sud.

Il occupe 5 à 10,6% des superficies. L'intérêt accordé à sa transformation industrielle (en semoules et farines) pourrait constituer très rapidement un facteur d'accroissement de sa production aussi bien dans la zone Mali Sud qu'ailleurs, avec une extension des superficies et une intensification (utilisation d'engrais et matériel agricole).

L'adoption des nouvelles variétés mises au point par la recherche, a entraîné une forte augmentation de la production avec une croissance moyenne de 4,7% l'an.

### ***Blé***

Les Régions Nord du Mali, en particulier celle de Tombouctou ont pratiqué la culture du blé depuis la période pré coloniale.

Le cercle de Diré en offre la meilleure illustration.

La production du blé représente moins de 10 % de la consommation totale au Mali.

Il est produit dans la zone de Diré, en contre raison grâce à l'irrigation. La production est estimée à environ 3 000 tonnes contre un potentiel énorme pouvant atteindre selon les sources entre 50 000 et 100 000 tonnes. Les superficies exploitables sont estimées à 30 000 ha, si l'aménagement de la plaine de Keyssou est réalisé.

Les problématiques de sa production sont de plusieurs ordre : matériel génétique, fertilisants, aménagement, calendrier cultural, irrigation, financement, commercialisation, etc.

Compte tenu de sa place stratégique, le Gouvernement Canadien appui le Mali dans la mise en place d'un projet de réhabilitation de la production pour atteindre au moins l'autosuffisance du pays.

L'achat de toute la production est garantie par les Grands Moulins.

Les entreprises existantes :

Ce sont les Grands Moulins du Mali appartenant au Groupe Achcar.

### ***Le fonio***

Avec une production totale estimée à 19 270 tonnes (1994/1995) soit 0,78 % de la production céréalière, il occupe la zone Mali-Sud, Centre et Ouest. Les superficies cultivées ne représentent que 0,5 %. Sa consommation jusqu'alors marginale croît régulièrement dans les centres urbains.

Sa production mérite d'être encouragée compte tenu de sa valeur nutritionnelle et son adaptabilité à des situations agro-climatiques difficiles.

Une augmentation des superficies et un programme d'intensification pourront assurer un accroissement rapide de sa production.

## **2 - La Filière des produits animaux**

Il ressort des différentes études menées que cette filière occupe 11 % environ du PIB.

## **Lait – viande – peaux et cuirs**

Les programmes de restructuration du secteur tentent d'apporter des solutions durables aux problèmes de santé animale et de disponibilité d'aliments pour le bétail. Ils visent également le développement des produits de l'élevage. La production de viande rouge est estimée à 135 000 tonnes en 1997.

L'exportation de bétail vers les pays côtiers connaît une reprise depuis la dévaluation de 1994. Dans ce domaine, de réelles opportunités existent sur les marchés demandeurs comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, le Gabon, etc.

Les exportations de produits d'élevage sont passées de 29 Mds de FCFA en 1996 à 30,7 Mds de FCFA en 1997, selon le document établi par le CNPI.

Le manque d'infrastructures pour l'abattage et les risques liés au non-dénouement financier des transactions sont des facteurs limitants.

La production laitière est peu valorisée avec 200 000 000 de litres et les importations de lait en poudre restent très importantes (couverture d'environ 25 % des besoins).

## **Les unités industrielles de la filière bétail/viande**

Le Mali dès les premières années de son indépendance s'est doté d'un Abattoir Frigorifique à Bamako d'une capacité de 10 000 Tonnes/an et des Abattoirs Frigorifiques dans toutes les autres régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou).

Chaque Abattoir a une capacité de 15 000 bovins et 36 000 caprins/an.

Le but visé est d'assurer l'autosuffisance et d'exporter par camion frigorifique vers les pays voisins en particulier la Côte d'Ivoire. De nombreuses tentatives ont été faites vers la Libye et l'Algérie, elles ont échoué en raison des problèmes de transport sanitaires, de compétitivité avec d'autres viandes importées.

Les exportations de bétail sur pied après avoir connu un regain après la dévaluation de 1994 se sont stabilisées, voire ont régressé en 1996 à cause des obstacles non tarifaires.

### **Les opportunités d'investissement :**

Le secteur bétail/viande est sans conteste là où d'énormes possibilités existent. Les opportunités d'investissement suivantes ont été recensées par l'étude CNPI :

- la modernisation et la réhabilitation des abattoirs,
- la création d'unités industrielles de fabrication de sous produits animaux,
- la mise en place de parc de camions frigorifiques,
- les exportations de bétail vers les pays voisins,
- la création d'unités de transformation de viande,

- la création d'unités d'aliments de bétail.

### **La filière lait**

Faute d'unités suffisantes de transformation et d'exportation rationnelle de son cheptel, le Mali malgré ses potentialités continue d'importer du lait en poudre.

#### Les entreprises existantes :

Le paysage se caractérise par une concentration des unités à Bamako et la création depuis quelques années de petites unités dans les autres régions.

La plus ancienne et la plus importante, l'Industrie Laitière de Bamako appelée Mali-Lait dont la capacité est de 30 000 litres par jour opère avec d'autres, comme Générale Alimentaire et une trentaine de mini laiteries.

Les autres régions se sont dotées de petites unités de transformation :

- Sikasso..... Kénélait
- Ségou..... Ségou Lait
- Mopti..... Kossam Mopti
- Kayes..... Sigui Lait

#### Opportunités d'investissement :

En terme d'opportunités d'investissement, on peut citer :

- l'amélioration des systèmes de collecte et de commercialisation,
- la création de nouvelles unités industrielles,
- le développement de la recherche pour améliorer la productivité et les techniques de production du lait.

### **La filière Cuirs et Peaux**

Avec le cheptel de 6 058 000 bovins, 599 250 ovins et 8 507 000 caprins, le Mali peut disposer d'un potentiel important de cuirs et peaux. La production totale était estimée à 500 000 pièces de cuirs et 3 100 000 peaux en 1996.

#### Les entreprises installées dans la filière :

Ce sont :

- La TAMALI-SA la plus ancienne – Bamako,
- La Tannerie de l'Afrique de l'ouest dont le capital est détenu par des privés espagnols et maliens – Bamako,
- La Tannerie Providence du Mali : TAPROMA à Kayes,
- Des entreprises exportatrices de peaux brutes.

### Opportunités d'investissement :

Il y a de la place pour la création de nouvelles Tanneries, de fabriques de chaussures et de maroquinerie.

L'amélioration de la qualité des matières premières s'impose pour la compétitivité de la production malienne.

#### **Poisson**

Le volume des captures est actuellement de 90 000 à 100 000 tonnes essentiellement dans le delta et la boucle du Niger. L'exportation de poisson séché et fumé surtout vers le Ghana a beaucoup chuté en raison des longues périodes de sécheresse qui ont fortement affecté la pêche fluviale.

La réussite des programmes de pisciculture associée à la riziculture pourrait favoriser une amélioration sensible des niveaux de capture. Les importations de poisson en provenance des pays côtiers sont en hausse.

#### **Pêche**

La production est estimée à 100 000 Tonnes par an. Le marché intérieur est loin d'être saturé alors que la demande des voisins s'accroît.

### Opportunités d'investissements :

- Pisciculture Industrielle en zone Office du Niger,
- Fabriques de glace à Sélingué et Manantali,
- Unités de séchage de poisson.

#### ***Volaille***

L'aviculture est pratiquée de manière traditionnelle et les effectifs sont estimés à environ 22 000 000 en poulets de chair et d'œufs. La demande des centres urbains a entraîné un important développement des élevages dans les zones semi-urbaines. Les programmes de recherche en matière de santé/hygiène, nutrition et amélioration génétique ainsi que sur les techniques de production visent une augmentation de la production en milieu rural et en zone semi-urbaine.

### **3 - La filière des oléagineux**

#### **Arachide**

Cette spéculation après avoir connu une période d'expansion de sa production, a enregistré une chute spectaculaire et une reprise actuellement pour s'établir à 134 000 tonnes en 1997 pour 136 398 ha de surfaces cultivées.

### Les unités de transformation :

Le paysage a été modifié après la disparition de la SEPOM et ensuite de la SEPAMA à Kita. Les unités suivantes opèrent actuellement :

- Unité de Conditionnement des Dénrées Alimentaires (UCODAL),
- Huilerie Cotonnière du Mali (HUICOMA).

L'arachide transformée couvre à peine 10 % de la consommation totale du Mali.

### Opportunités d'investissement :

- Unités de production d'huile d'arachide,
- Production d'arachide de bouche,
- Production de savon à base d'arachide.

## **Coton**

Avec une production de coton graine de l'ordre de 500 000 tonnes, le Mali se place au premier rang en Afrique de l'Ouest et second en Afrique, après l'Egypte.

Cette spéculation représente de près le taux des exportations du Pays.

Malheureusement, en terme de transformation porteuse de Valeur Ajoutée, à peine 2 % de coton produit est utilisé sur place par les entreprises industrielles.

### Entreprises installées dans la filière :

- 17 unités d'égrenage CMDT,
- ITEMA-SA,
- COMATEX.

Des discussions très avancées sont en cours entre des partenaires brésiliens, japonais et maliens pour la création d'une nouvelle filature à Fana.

### Opportunités d'investissement :

Il y a de la place pour plusieurs unités de transformation eu égard au volume de la production nationale (filature de coton, tissu écru bonneterie etc.).

Avec l'évolution erratique des cours mondiaux, la transformation d'une partie du coton sur place serait un moyen de réduire la vulnérabilité de la filière.

## **La filière fruits et légumes**

Cette filière représente l'une des plus importantes et aussi la moins exploitée. En prenant la mangue par exemple, sur une production estimée à 300 000 tonnes an, seulement ¼ est consommé. C'est dire que les pertes sont énormes.

Par ailleurs, le haricot vert dont l'expansion de la production est possible en raison de l'existence des marchés potentiels et des terres appropriées disponibles est sous exploité.

#### Les entreprises existantes :

Après l'expérience de la Société de Conserves du Mali (SOCOMA) créée à l'indépendance et liquidée, toutes les unités créées ont connu des difficultés. Le cas de SOMACO-SA en est un exemple. Cette Société souffre de ses équipements peu performants.

#### Opportunités d'investissements :

- production de jus (mangue, tamarin, goyave, orange, gingembre etc.),
- exportation des fruits et légumes vers l'Europe, la pomme de terre, les oignons vers le Sénégal et la Côte d'Ivoire,
- reprise de la SOMACO-SA par d'autres partenaires,
- production accrue de haricot vert.

Le marché existe ainsi que les terres cultivées.

#### **La filière aviaire**

La production annuelle de miel et cire estimée à 700 tonnes actuellement pourrait atteindre 3 000 Tonnes. De nombreuses mielleries opèrent à Bamako dans différents quartiers.

#### Opportunités d'investissement :

- création de mielleries,
- sociétés de production de savon, cosmétique,
- ateliers de menuiserie et de forges pour la production de ruches modernes.

#### **4 - La filière produits de cueillette au Mali**

Nous ne parlerons ici que des produits dont l'exploitation est plus connue. Il s'agit notamment de :

- Karité,
- Gomme arabique
- Palmier à huile
- Néré, baobab
- Tamarin, etc.

#### Les unités de transformation installées :

Ce sont :

- SIKA-Mali : Société de Transformation du Karité au Mali. Cette société ne fonctionne plus depuis plus d'une décennie.
- SOMACO-SA : Société Malienne de Conserves.

En raison de la vétusté de ses équipements, cette société a besoin d'être rénovée.

### Opportunités d'investissement :

- création de nouvelles unités de transformation,
- étude des possibilités de réhabilitation des unités existantes,
- utilisation des matières premières comme intrants dans les industries (pharmaceutique, cosmétique, textile, papier, etc.).

## **III - LES CONTRAINTES**

Dans l'analyse des potentialités, les contraintes habituellement mentionnées ont été relevées au fur et à mesure.

A ce niveau, nous ne reprendrons en compte que les obstacles mis en exergue par les promoteurs privés opérant dans le secteur lors de notre entretien.

### **1 - Le financement**

De toute évidence, l'accès au crédit bancaire notamment pour le financement de leurs équipements pour les producteurs et des besoins de trésorerie concernant les exportateurs apparaît comme une préoccupation permanente de tous les acteurs du secteur.

Pour certains d'entre eux, le problème est même considéré comme insoluble au point qu'ils ne prennent aucune initiative en direction des banques locales.

Par contre, ils sont dans certains cas Sociétaires des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit (NIESIGISO, KAFO JIGINEW, etc). Concernant les industries agro-alimentaires, sauf pour les petites nouvelles unités, elles sont vieillissantes (20 environ). La plupart sont acquises grâce aux lignes de crédit KFW (ex Allemagne Fédérale), Banque Mondiale (IDA), SFI, Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) dans le cadre de la coopération française.

Il faut en outre préciser que certains opérateurs traînent des impayés dans les Banques, ce qui rend difficile voire illusoire leur accès au financement bancaire.

A ces difficultés, s'ajoutent les contraintes d'apport personnel (20 à 30 %) et de garantie, autre que le nantissement des équipements.

### **2 - Les équipements**

Le problème se pose sous l'angle de leur renouvellement et de la maintenance, de sorte qu'on peut l'assimiler aux difficultés de financement.

### **3 - La formation et le management**

Il est frappant de constater au cours des entretiens que ce sont les responsables des unités les plus performantes qui insistent sur leurs besoins de renforcement en ressources humaines (management, marketing, etc.). Certains parmi eux recourent déjà à l'APEP en vue d'améliorer leur propre formation en tant que chefs d'entreprise et celle de leurs cadres de direction et agents.

#### **4 - L'information économique, commerciale et les outils modernes de gestion**

Il est apparu que certains opérateurs économiques s'intéressent à mieux connaître les marchés extérieurs pour l'écoulement de leurs produits.

Ils manifestent la volonté de s'équiper d'outils informatiques et d'être reliés à Internet.

Ils s'interrogent sur le projet Trade Point initié par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali.

#### **5 - Le problème des coûts de facteurs (énergie, transport, communication)**

La plupart des opérateurs du secteur industriel voire commercial sont préoccupés par les pertes qu'engendrent les ruptures fréquentes de la fourniture d'énergie.

Par ailleurs, le coût de l'énergie surtout après le dernier relèvement leur paraît prohibitif. Ils pensent que le secteur de l'agro-alimentaire est trop sensible pour ne pas mériter un traitement spécifique en ce concerne la régularité de la fourniture et le coût.

#### **6 - La privatisation des entreprises du secteur productif de l'Etat**

Certains opérateurs privés stigmatisent les réticences voire les atermoiements des administrations en charge de dossiers de privatisation pour bloquer les opérations de privation.

Nombreux parmi eux ont voulu s'engager (cas des Abattoirs Frigorifiques de Bamako) et ont été découragés. Dans certains cas, ce sont les conditions de privatisation comme le cas de SUKALA et de la COMATEX.

Dans le schéma retenu, le partenaire chinois participe au capital par l'utilisation d'une partie de la dette malienne envers la Chine, préside le Conseil d'Administration et assure la Direction Financière.

Le partenaire privé malien apporte de l'argent frais pour sa participation au capital sans un contrôle effectif de la gestion de la Société.

L'échec du schéma a entraîné la création de Société Mixte avec comme partenaires l'Etat malien et l'Etat chinois. Est-ce une véritable privatisation ?

#### **7 - Les problèmes de stockage, de conservation et de transformation**

Les opérateurs du secteur des fruits et légumes insistent sur la recherche des solutions à ces problèmes qui affectent leurs revenus.

Compte tenu de la fragilité du secteur industriel, l'agriculture peut jouer un rôle moteur en mettant l'accent sur la transformation des productions primaires.

#### **8 - La recherche de partenaires extérieurs**

Soit pour des raisons techniques ou par manque de ressources financières, la plupart des opérateurs approchés ont exprimé leur souhait d'avoir des partenaires extérieurs.

## **9 - Les incitations**

Certains opérateurs privés estiment que le Gouvernement doit marquer davantage de volonté politique dans la promotion du secteur privé par des mesures incitatives dans les domaines de la privatisation, de la réduction de la charge fiscale et du financement.

Ils se félicitent cependant que toutes les taxes à l'exportation soient supprimées hormis sur l'or et le coton.

## **IV - LES PROBLEMES SUR LESQUELS LE CAE POURRAIT SE PENCHER**

### **1 - Le financement des entreprises du secteur**

Les besoins de financement apparaissent à tous les niveaux. Les équipements coûtent chers surtout après la dévaluation en 1994.

Les besoins de trésorerie également sont signalés par les exportateurs de fruits et légumes, animaux vivants, entreprises agro-industrielles etc. Les difficultés sont liées au fait que les banques ne disposent pas dans certains cas, sinon dans la plupart des cas de garantie pouvant sécuriser le remboursement des prêts (ex : cas des exportations de bétail ou de mangue).

Les contrats conclus avec l'acheteur extérieur ne sécurisent pas le système bancaire. Or le client ne dispose pas d'autres garanties.

La création d'un fonds de garantie avec des mécanismes de fonctionnement rigoureux pourrait être une piste à explorer.

Il faudrait par ailleurs s'assurer que les opérateurs connaissent les lignes de financement disponibles et leurs conditions d'accès.

### **2 - La formation et le management**

Le manque de professionnalisme est reconnu et perçu par de nombreux promoteurs comme un obstacle qui handicape la promotion de certaines filières (cas de fruits et légumes, de l'élevage, etc.).

### **3 - Le partenariat**

Certains opérateurs ressentent le besoin de recourir à des partenaires étrangers, soit que l'activité est complexe au plan technique, soit qu'elle nécessite des ressources financières au-dessus de leurs moyens. Que peut faire le CAE dans ce domaine et pour quel type d'activité ?

### **4 - L'environnement juridique, judiciaire et fiscal**

En dépit des efforts louables déployés par le Gouvernement au cours de ces dernières années pour améliorer les codes pratiques de la douane, la pleine application des dispositifs UEMOA et la nouvelle réforme fiscale n'ont pas posé d'autres difficultés aux entreprises. Il serait utile d'en parler lors de la table ronde.

## **5 - Recherche de débouchés extérieurs**

La plupart des exportateurs, notamment de la filière bétail/viande, fruits et légumes, etc. souhaitent bénéficier d'un appui du CAE dans ce domaine.

## **V - PROPOSITION DE PARTICIPATION**

- Président Chambre de Commerce et d'Industrie, Co-président
- Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
- Président Réseau Entreprises Afrique de l'Ouest, (Moussa Diarra-RECOMA)
- SERIMA
- GGB
- TAM Fruits et Légumes (COULIBALY)
- AMELEF (Mme Assa TOURE) Niang (St Général)
- Daouda Malinké (APELEF)
- Sidiki KONE Sikasso
- Modibo KEITA GDCM
- USAID
- GTPA
- Dr Ousmane BA
- Amadou NIANE (SHINYUMAN)
- Mamadou KEITA (FRUILEG)
- Barou TALL
- Hamidou DIALLO
- Boubou DOUCOURE
- Mountaga TRAORE
- André T (Ex. INPS)
- Barou FALL
- Souleymane BA (éleveur)
- Boureima TRAORE
- Moctar FOFANA (Agro et oléagineux)
- Bouri Bdoudia BOCOUM
- DJUIGUE-SA
- KONE (UATT)
- Beydi COULIBALY (bétail) Lafiabougou
- Youssouf KOITA (Eleveur Mopti)
- COMALIMISO
- SAGA
- Jacques TAPON / Sikasso
- Sté AOM
- Aboubacar MAKANGUILE

---

## **I - INTRODUCTION**

Cette note a pour but d'introduire les débats de la Table Ronde sur la base :

- d'une revue documentaire succincte d'un certain nombre d'études récentes réalisées sur les potentialités du secteur rural malien ;
- du bilan des obstacles à la promotion du secteur auprès des opérateurs économiques dont certains participent à cette Table Ronde et d'autres personnes ressources ;
- de propositions de voies et moyens d'accroître les impacts des appuis du CAE sur la promotion des investissements privés dans le secteur.

## **II - REVUE DOCUMENTAIRE DES POTENTIALITES DU SECTEUR RURAL**

**Le secteur agricole représente en 1997 49 % du PIB réel et les  $\frac{3}{4}$  des recettes d'exportation :**

Les exportations du pays sont concentrées sur un nombre très réduit de produits primaires dont les prix sont fortement tributaires des conditions du marché international (coton et or) et du bétail sur pied.

Cette agriculture fournit les moyens d'existence à 80 % de la population rurale. Le secteur manufacturier, malgré l'adoption des conditions législatives, réglementaires et institutionnelles plus favorables (libéralisation du commerce et des prix en général, de nouveaux codes de commerce, des investissements, des mines, du travail, la création de Tribunaux de Commerce, de Guichet Unique, de Centre de Formalités des Entreprises, réformes tarifaires et fiscales, la simplification de procédures d'agrément des entreprises, de mise en place des systèmes d'information etc.), son poids économique demeure très insuffisant eu égard au potentiel que lui offre le secteur primaire en particulier l'agriculture et l'élevage.

**Le secteur manufacturier n'occupe en effet que 13 % du PIB** environ pour la période allant de 1994 -1998.

**Les services (commerce et autres services marchands) représentent 26,5 % du PIB** au cours de la même période.

Ces chiffres indiquent si besoin était les défis auxquels le Mali doit faire face, dans le contexte des intégrations au sein de l'UEMOA, de la CEDEAO et de la globalisation des marchés.

Dans le contexte actuel de libéralisation, les potentialités du secteur agricole constituent à coup sûr le meilleur atout dont dispose le Mali.

A cet égard, force est de constater que le Mali bénéficie d'un cadre macro économique stabilisé avec un taux de croissance économique annuel moyen de l'ordre de (5 %), un taux d'inflation maîtrisé (3,1 %) et des finances publiques assainies, etc.

Ce climat favorable aux affaires et à l'investissement se conjugue avec les bonnes dispositions des partenaires au développement, en particulier les Etats-Unis d'Amérique surtout après la visite en Afrique du Président Clinton, il y a bientôt deux ans.

Les activités du Centre Agro- Entreprise (CAE) s'inscrivent dans ce contexte.

Aussi cette Table Ronde vise t-elle une meilleure information et une sensibilisation des opérateurs économiques sur les potentialités du secteur agricole afin de les inciter à investir davantage dans l'agro- business en leur démontrant qu'il est porteur.

La Table Ronde sera également l'occasion grâce à un contact et un dialogue franc et direct avec les investisseurs potentiels du secteur, d'identifier leurs centres d'intérêts pour au besoin mieux cibler les appuis du Centre.

Les nombreuses études dont s'inspire ce document, à savoir l'étude CNPI sur les filières porteuses, l'étude de Messieurs BA et SYLLA sur les industries agro-alimentaires et l'étude sur les perspectives de développement du Mali en l'an 2010, démontrent amplement que l'économie malienne dispose de nombreuses filières porteuses en particulier dans le secteur rural. En effet, sur 16 filières porteuses recensées dans l'étude CNPI, 11 appartiennent au secteur agricole. Ces études démontrent également à suffisance que ces filières sont faiblement exploitées.

## **1 - filières céréalières**

Il ressort des études que les disponibilités en terres pour la production agro-sylvo-pastorale se présentent comme suit :

- 45,5 Millions d'hectares dont 11,5 Millions d'hectares cultivables,
- 2,2 Millions d'hectares en potentiel de terres irrigables dans les bassins des fleuves Niger/Bani et Sénégal,
- 188 340 hectares ou 8,5 % du potentiel des terres irrigables dont 55 450 hectares à maîtrise totale d'eau.

### ***Riz***

Sur une production céréalière globale de l'ordre de 2 millions de tonnes l'an en moyenne, la production du riz paddy est estimée à près de 500 000 tonnes environ dont plus de 50 % dans la zone Office du Niger.

## Entreprises opérant dans les filières céréalières :

Ce sont :

- Office du Niger
- Rizerie de Molodo
- Débougou
- Sokolo
- Dogofri
- Grand Grenier du Bonheur à Dioro (GGB)
- ITRAC
- SERIMA-SA

Ces entreprises précitées opèrent dans la filière riz. Elles sont pratiquement toutes des démembrements de l'Office du Niger après sa restructuration.

## Les opportunités d'investissement :

Dans la Zone Office du Niger, on pourrait avec des travaux d'aménagement :

- étendre les superficies cultivées pour la production du paddy. Les terres irrigables mises en valeur n'occupent que 8,5 % des superficies disponibles,
- installer des unités de production de farines et semoules de mil, sorgho, maïs, riz et d'autres farines composées,
- créer des unités de transformation de manioc,
- créer des fabriques de chips de pomme de terre, banane, igname, patate, etc.

A cet égard, certains opérateurs privés, pour ne citer que certains d'entre eux : Messieurs DIALLO (SERIMA-SA), Bakoré SYLLA (GGB) et Modibo KEITA ont déjà réalisé dans le secteur, des investissements importants dans le cadre de la privatisation des secteurs productifs de l'Etat par la reprise des unités de décorticage.

Leurs expériences sur le terrain pourraient être enrichissantes car ces opérateurs seront présents ou représentés à la Table Ronde.

A l'instar de la Zone Office du Niger, la Zone Haute Vallée et la Région de Sikasso offrent des possibilités identiques d'exploitation.

### **Maïs**

Sa production annuelle est estimée à près de 300 000 tonnes dont 80% sont réalisés dans la zone Mali-sud.

Il occupe 5 à 10,6% des superficies. L'intérêt accordé à sa transformation industrielle (en semoules et farines) pourrait constituer très rapidement un facteur d'accroissement de sa production aussi bien dans la zone Mali Sud qu'ailleurs, avec une extension des superficies et une intensification (utilisation d'engrais et matériel agricole).

L'adoption des nouvelles variétés mises au point par la recherche, a entraîné une forte augmentation de la production avec une croissance moyenne de 4,7% l'an.

### ***Blé***

Les Régions Nord du Mali, en particulier celle de Tombouctou ont pratiqué la culture du blé depuis la période pré coloniale.  
Le cercle de Diré en offre la meilleure illustration.

La production du blé représente moins de 10 % de la consommation totale au Mali.  
Il est produit dans la zone de Diré, en contre raison grâce à l'irrigation. La production est estimée à environ 3 000 tonnes contre un potentiel énorme pouvant atteindre selon les sources entre 50 000 et 100 000 tonnes. Les superficies exploitables sont estimées à 30 000 ha, si l'aménagement de la plaine de Keyssou est réalisé.

Les problématiques de sa production sont de plusieurs ordre : matériel génétique, fertilisants, aménagement, calendrier cultural, irrigation, financement, commercialisation, etc.

Compte tenu de sa place stratégique, le Gouvernement Canadien appui le Mali dans la mise en place d'un projet de réhabilitation de la production pour atteindre au moins l'autosuffisance du pays.

L'achat de toute la production est garantie par les Grands Moulins.

Les entreprises existantes :

Ce sont les Grands Moulins du Mali appartenant au Groupe Achcar.

### ***Le fonio***

Avec une production totale estimée à 19 270 tonnes (1994/1995) soit 0,78 % de la production céréalière, il occupe la zone Mali-Sud, Centre et Ouest. Les superficies cultivées ne représentent que 0,5 %. Sa consommation jusqu'alors marginale croît régulièrement dans les centres urbains.

Sa production mérite d'être encouragée compte tenu de sa valeur nutritionnelle et son adaptabilité à des situations agro-climatiques difficiles.

Une augmentation des superficies et un programme d'intensification pourront assurer un accroissement rapide de sa production.

## **2 - La Filière des produits animaux**

Il ressort des différentes études menées que cette filière occupe 11 % environ du PIB.

### **Lait – viande – peaux et cuirs**

Les programmes de restructuration du secteur tentent d'apporter des solutions durables aux problèmes de santé animale et de disponibilité d'aliments pour le bétail. Ils visent également le développement des produits de l'élevage. La production de viande rouge est estimée à 135 000 tonnes en 1997.

L'exportation de bétail vers les pays côtiers connaît une reprise depuis la dévaluation de 1994. Dans ce domaine, de réelles opportunités existent sur les marchés demandeurs comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal, le Gabon, etc.

Les exportations de produits d'élevage sont passées de 29 Mds de FCFA en 1996 à 30,7 Mds de FCFA en 1997, selon le document établi par le CNPI.

Le manque d'infrastructures pour l'abattage et les risques liés au non-dénouement financier des transactions sont des facteurs limitants.

La production laitière est peu valorisée avec 200 000 000 de litres et les importations de lait en poudre restent très importantes (couverture d'environ 25 % des besoins).

### **Les unités industrielles de la filière bétail/viande**

Le Mali dès les premières années de son indépendance s'est doté d'un Abattoir Frigorifique à Bamako d'une capacité de 10 000 Tonnes/an et des Abattoirs Frigorifiques dans toutes les autres régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou).

Chaque Abattoir a une capacité de 15 000 bovins et 36 000 caprins/an.

Le but visé est d'assurer l'autosuffisance et d'exporter par camion frigorifique vers les pays voisins en particulier la Côte d'Ivoire. De nombreuses tentatives ont été faites vers la Libye et l'Algérie, elles ont échoué en raison des problèmes de transport sanitaires, de compétitivité avec d'autres viandes importées.

Les exportations de bétail sur pied après avoir connu un regain après la dévaluation de 1994 se sont stabilisées, voire ont régressé en 1996 à cause des obstacles non tarifaires.

### **Les opportunités d'investissement :**

Le secteur bétail/viande est sans conteste là où d'énormes possibilités existent. Les opportunités d'investissement suivantes ont été recensées par l'étude CNPI :

- la modernisation et la réhabilitation des abattoirs,
- la création d'unités industrielles de fabrication de sous produits animaux,
- la mise en place de parc de camions frigorifiques,
- les exportations de bétail vers les pays voisins,
- la création d'unités de transformation de viande,
- la création d'unités d'aliments de bétail.

### **La filière lait**

Faute d'unités suffisantes de transformation et d'exportation rationnelle de son cheptel, le Mali malgré ses potentialités continue d'importer du lait en poudre.

### Les entreprises existantes :

Le paysage se caractérise par une concentration des unités à Bamako et la création depuis quelques années de petites unités dans les autres régions.

La plus ancienne et la plus importante, l'Industrie Laitière de Bamako appelée Mali-Lait dont la capacité est de 30 000 litres par jour opère avec d'autres, comme Générale Alimentaire et une trentaine de mini laiteries.

Les autres régions se sont dotées de petites unités de transformation :

- Sikasso..... Kénélait
- Ségou..... Ségou Lait
- Mopti..... Kossam Mopti
- Kayes..... Sigui Lait

### Opportunités d'investissement :

En terme d'opportunités d'investissement, on peut citer :

- l'amélioration des systèmes de collecte et de commercialisation,
- la création de nouvelles unités industrielles,
- le développement de la recherche pour améliorer la productivité et les techniques de production du lait.

### **La filière Cuirs et Peaux**

Avec le cheptel de 6 058 000 bovins, 599 250 ovins et 8 507 000 caprins, le Mali peut disposer d'un potentiel important de cuirs et peaux. La production totale était estimée à 500 000 pièces de cuirs et 3 100 000 peaux en 1996.

### Les entreprises installées dans la filière :

Ce sont :

- La TAMALI-SA la plus ancienne – Bamako,
- La Tannerie de l'Afrique de l'ouest dont le capital est détenu par des privés espagnols et maliens – Bamako,
- La Tannerie Providence du Mali : TAPROMA à Kayes,
- Des entreprises exportatrices de peaux brutes.

### Opportunités d'investissement :

Il y a de la place pour la création de nouvelles Tanneries, de fabriques de chaussures et de maroquinerie.

L'amélioration de la qualité des matières premières s'impose pour la compétitivité de la production malienne.

## **Poisson**

Le volume des captures est actuellement de 90 000 à 100 000 tonnes essentiellement dans le delta et la boucle du Niger. L'exportation de poisson séché et fumé surtout vers le Ghana a beaucoup chuté en raison des longues périodes de sécheresse qui ont fortement affecté la pêche fluviale.

La réussite des programmes de pisciculture associée à la riziculture pourrait favoriser une amélioration sensible des niveaux de capture. Les importations de poisson en provenance des pays côtiers sont en hausse.

## **Pêche**

La production est estimée à 100 000 Tonnes par an. Le marché intérieur est loin d'être saturé alors que la demande des voisins s'accroît.

### Opportunités d'investissements :

- Pisciculture Industrielle en zone Office du Niger,
- Fabriques de glace à Sélingué et Manantali,
- Unités de séchage de poisson.

## ***Volaille***

L'aviculture est pratiquée de manière traditionnelle et les effectifs sont estimés à environ 22 000 000 en poulets de chair et d'œufs. La demande des centres urbains a entraîné un important développement des élevages dans les zones semi-urbaines. Les programmes de recherche en matière de santé/hygiène, nutrition et amélioration génétique ainsi que sur les techniques de production visent une augmentation de la production en milieu rural et en zone semi-urbaine.

## **3 - La filière des oléagineux**

### **Arachide**

Cette spéculation après avoir connu une période d'expansion de sa production, a enregistré une chute spectaculaire et une reprise actuellement pour s'établir à 134 000 tonnes en 1997 pour 136 398 ha de surfaces cultivées.

### Les unités de transformation :

Le paysage a été modifié après la disparition de la SEPOM et ensuite de la SEPAMA à Kita. Les unités suivantes opèrent actuellement :

- Unité de Conditionnement des Denrées Alimentaires (UCODAL),
- Huilerie Cotonnière du Mali (HUICOMA).

L'arachide transformée couvre à peine 10 % de la consommation totale du Mali.

### Opportunités d'investissement :

- Unités de production d'huile d'arachide,
- Production d'arachide de bouche,
- Production de savon à base d'arachide.

### **Coton**

Avec une production de coton graine de l'ordre de 500 000 tonnes, le Mali se place au premier rang en Afrique de l'Ouest et second en Afrique, après l'Egypte.

Cette spéculation représente de près le taux des exportations du Pays.

Malheureusement, en terme de transformation porteuse de Valeur Ajoutée, à peine 2 % de coton produit est utilisé sur place par les entreprises industrielles.

### Entreprises installées dans la filière :

- 17 unités d'égrenage CMDT,
- ITEMA-SA,
- COMATEX.

Des discussions très avancées sont en cours entre des partenaires brésiliens, japonais et maliens pour la création d'une nouvelle filature à Fana.

### Opportunités d'investissement :

Il y a de la place pour plusieurs unités de transformation eu égard au volume de la production nationale (filature de coton, tissu écru, bonneterie etc.).

Avec l'évolution erratique des cours mondiaux, la transformation d'une partie du coton sur place serait un moyen de réduire la vulnérabilité de la filière.

### **La filière fruits et légumes**

Cette filière représente l'une des plus importantes et aussi la moins exploitée. En prenant la mangue par exemple, sur une production estimée à 300 000 tonnes an, seulement ¼ est consommé. C'est dire que les pertes sont énormes.

Par ailleurs, le haricot vert dont l'expansion de la production est possible en raison de l'existence des marchés potentiels et des terres appropriées disponibles est sous exploité.

### Les entreprises existantes :

Après l'expérience de la Société de Conserves du Mali (SOCOMA) créée à l'indépendance et liquidée, toutes les unités créées ont connu des difficultés. Le cas de SOMACO-SA en est un exemple. Cette Société souffre de ses équipements peu performants.

Opportunités d'investissement :

- production de jus (mangue, tamarin, goyave, orange, gingembre etc.),
- exportation des fruits et légumes vers l'Europe, la pomme de terre, les oignons vers le Sénégal et la Côte d'Ivoire,
- reprise de la SOMACO-SA par d'autres partenaires,
- production accrue de haricot vert.

Le marché existe ainsi que les terres cultivées.

**La filière aviaire**

La production annuelle de miel et cire estimée à 700 tonnes actuellement pourrait atteindre 3 000 Tonnes. De nombreuses mielleries opèrent à Bamako dans différents quartiers.

Opportunités d'investissement :

- création de mielleries,
- sociétés de production de savon, cosmétique,
- ateliers de menuiserie et de forges pour la production de ruches modernes.

**4 - La filière produits de cueillette au Mali**

Nous ne parlerons ici que des produits dont l'exploitation est plus connue. Il s'agit notamment de :

- Karité,
- Gomme arabique
- Palmier à huile
- Néré, baobab
- Tamarin, etc.

Les unités de transformation installées :

Ce sont :

- SIKA-Mali : Société de Transformation du Karité au Mali. Cette société ne fonctionne plus depuis plus d'une décennie.
- SOMACO-SA : Société Malienne de Conserves.

En raison de la vétusté de ses équipements, cette société a besoin d'être rénovée.

Opportunités d'investissement :

- création de nouvelles unités de transformation,
- étude des possibilités de réhabilitation des unités existantes,
- utilisation des matières premières comme intrants dans les industries (pharmaceutique, cosmétique, textile, papier, etc.).

### **III - LES CONTRAINTES**

Dans l'analyse des potentialités, les contraintes habituellement mentionnées ont été relevées au fur et à mesure.

A ce niveau, nous ne reprendrons en compte que les obstacles mis en exergue par les promoteurs privés opérant dans le secteur lors de notre entretien.

#### **1 - Le financement**

De toute évidence, l'accès au crédit bancaire notamment pour le financement de leurs équipements pour les producteurs et des besoins de trésorerie concernant les exportateurs apparaît comme une préoccupation permanente de tous les acteurs du secteur.

Pour certains d'entre eux, le problème est même considéré comme insoluble au point qu'ils ne prennent aucune initiative en direction des banques locales.

Par contre, ils sont dans certains cas Sociétaires des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit (NIESIGISO, KAFO JIGINEW, etc). Concernant les industries agro-alimentaires, sauf pour les petites nouvelles unités, elles sont vieillissantes (20 environ). La plupart sont acquises grâce aux lignes de crédit KFW (ex Allemagne Fédérale), Banque Mondiale (IDA), SFI, Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) dans le cadre de la coopération française.

Il faut en outre préciser que certains opérateurs traînent des impayés dans les Banques, ce qui rend difficile voire illusoire leur accès au financement bancaire.

A ces difficultés, s'ajoutent les contraintes d'apport personnel (20 à 30 %) et de garantie, autre que le nantissement des équipements.

#### **2 - Les équipements**

Le problème se pose sous l'angle de leur renouvellement et de la maintenance, de sorte qu'on peut l'assimiler aux difficultés de financement.

#### **3 - La formation et le management**

Il est frappant de constater au cours des entretiens que ce sont les responsables des unités les plus performantes qui insistent sur leurs besoins de renforcement en ressources humaines (management, marketing, etc.). Certains parmi eux recourent déjà à l'APEP en vue d'améliorer leur propre formation en tant que chefs d'entreprise et celle de leurs cadres de direction et agents.

#### **4 - L'information économique, commerciale et les outils modernes de gestion**

Il est apparu que certains opérateurs économiques s'intéressent à mieux connaître les marchés extérieurs pour l'écoulement de leurs produits.

Ils manifestent la volonté de s'équiper d'outils informatiques et d'être reliés à Internet.

Ils s'interrogent sur le projet Trade Point initié par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali.

## **5 - Le problème des coûts de facteurs (énergie, transport, communication)**

La plupart des opérateurs du secteur industriel voire commercial sont préoccupés par les pertes qu'engendrent les ruptures fréquentes de la fourniture d'énergie.

Par ailleurs, le coût de l'énergie surtout après le dernier relèvement leur paraît prohibitif. Ils pensent que le secteur de l'agro-alimentaire est trop sensible pour ne pas mériter un traitement spécifique en ce concerne la régularité de la fourniture et le coût.

## **6 - La privatisation des entreprises du secteur productif de l'Etat**

Certains opérateurs privés stigmatisent les réticences voire les attermoiements des administrations en charge de dossiers de privatisation pour bloquer les opérations de privation.

Nombreux parmi eux ont voulu s'engager (cas des Abattoirs Frigorifiques de Bamako) et ont été découragés. Dans certains cas, ce sont les conditions de privatisation comme le cas de SUKALA et de la COMATEX.

Dans le schéma retenu, le partenaire chinois participe au capital par l'utilisation d'une partie de la dette malienne envers la Chine, préside le Conseil d'Administration et assure la Direction Financière.

Le partenaire privé malien apporte de l'argent frais pour sa participation au capital sans un contrôle effectif de la gestion de la Société.

L'échec du schéma a entraîné la création de Société Mixte avec comme partenaires l'Etat malien et l'Etat chinois. Est-ce une véritable privatisation ?

## **7 - Les problèmes de stockage, de conservation et de transformation**

Les opérateurs du secteur des fruits et légumes insistent sur la recherche des solutions à ces problèmes qui affectent leurs revenus.

Compte tenu de la fragilité du secteur industriel, l'agriculture peut jouer un rôle moteur en mettant l'accent sur la transformation des productions primaires.

## **8 - La recherche de partenaires extérieurs**

Soit pour des raisons techniques ou par manque de ressources financières, la plupart des opérateurs approchés ont exprimé leur souhait d'avoir des partenaires extérieurs.

## **9 - Les incitations**

Certains opérateurs privés estiment que le Gouvernement doit marquer davantage de volonté politique dans la promotion du secteur privé par des mesures incitatives dans les domaines de la privatisation, de la réduction de la charge fiscale et du financement.

Ils se félicitent cependant que toutes les taxes à l'exportation soient supprimées hormis sur l'or et le coton.

## **IV - LES PROBLEMES SUR LESQUELS LE CAE POURRAIT SE PENCHER**

### **1 - Le financement des entreprises du secteur**

Les besoins de financement apparaissent à tous les niveaux. Les équipements coûtent chers surtout après la dévaluation en 1994.

Les besoins de trésorerie également sont signalés par les exportateurs de fruits et légumes, animaux vivants, entreprises agro-industrielles, etc. Les difficultés sont liées au fait que les banques ne disposent pas dans certains cas, sinon dans la plupart des cas de garantie pouvant sécuriser le remboursement des prêts (ex : cas des exportations de bétail ou de mangue).

Les contrats conclus avec l'acheteur extérieur ne sécurisent pas le système bancaire. Or le client ne dispose pas d'autres garanties.

La création d'un fonds de garantie avec des mécanismes de fonctionnement rigoureux pourrait être une piste à explorer.

Il faudrait par ailleurs s'assurer que les opérateurs connaissent les lignes de financement disponibles et leurs conditions d'accès.

### **2 - La formation et le management**

Le manque de professionnalisme est reconnu et perçu par de nombreux promoteurs comme un obstacle qui handicape la promotion de certaines filières (cas de fruits et légumes, de l'élevage, etc.).

### **3 - Le partenariat**

Certains opérateurs ressentent le besoin de recourir à des partenaires étrangers, soit que l'activité est complexe au plan technique, soit qu'elle nécessite des ressources financières au-dessus de leurs moyens. Que peut faire le CAE dans ce domaine et pour quel type d'activité ?

### **4 - L'environnement juridique, judiciaire et fiscal**

En dépit des efforts louables déployés par le Gouvernement au cours de ces dernières années pour améliorer les codes pratiques de la douane, la pleine application des dispositifs UEMOA et la nouvelle réforme fiscale n'ont pas posé d'autres difficultés aux entreprises. Il serait utile d'en parler lors de la table ronde.

### **5 - Recherche de débouchés extérieurs**

La plupart des exportateurs, notamment de la filière bétail/viande, fruits et légumes, etc. souhaitent bénéficier d'un appui du CAE dans ce domaine.

## **V - PROPOSITION DE PARTICIPATION**

- Président Chambre de Commerce et d'Industrie, Co-président
- Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture
- Président Réseau Entreprises Afrique de l'Ouest, (Moussa Diarra-RECOMA)
- SERIMA
- GGB
- TAM Fruits et Légumes (COULIBALY)
- AMELEF (Mme Assa TOURE) Niang (St Général)
- Daouda Malinké (APELEF)
- Sidiki KONE Sikasso
- Modibo KEITA GDCM
- USAID
- GTPA
- Dr Ousmane BA
- Amadou NIANE (SHINYUMAN)
- Mamadou KEITA (FRUILEG)
- Barou TALL
- Hamidou DIALLO
- Boubou DOUCOURE
- Mountaga TRAORE
- André T (Ex. INPS)
- Barou FALL
- Souleymane BA (éleveur)
- Boureima TRAORE
- Moctar FOFANA (Agro et oléagineux)
- Bouri Bdoudia BOCOUM
- DJUIGUE-SA
- KONE (UATT)
- Beydi COULIBALY (bétail) Lafiabougou
- Youssouf KOITA (Eleveur Mopti)
- COMALIMISO
- SAGA
- Jacques TAPON / Sikasso
- Sté AOM
- Aboubacar MAKANGUILE

## **ANNEXE A**

---

### **RAPPEL DE TERMES DE REFERENCE**

Le Centre Agro- Entreprise (CAE) a décidé d'organiser cette table ronde avec la participation des acteurs du secteur de l'agro- business et les organismes d'encadrement du secteur privé.

Cette initiative est heureuse à plus d'un titre pour les raisons suivantes :

- l'application des dispositifs UEMOA, à savoir l'élimination totale des barrières tarifaires et du Tarif Extérieur (TEC) à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2 000 qui soumettra nos entreprises industrielles à une compétition plus rude ;
- l'application très prochaine des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ;
- la tendance à la réduction de l'aide internationale.

Ces situations interpellent le secteur privé malien, notamment de l'agro- business et les structures d'encadrement du secteur privé qui doivent accentuer leurs efforts pour exploiter au mieux toutes les opportunités qui s'offrent.

A cet égard, cette Table Ronde sera l'occasion et c'est le but de la rencontre de :

- présenter le Centre Agro- Entreprise (CAE),
- amorcer une stratégie de dynamisation continue du secteur de l'agro- business,
- identifier de manière plus précise les axes de collaboration avec le secteur privé afin de mieux cibler les appuis du CAE.

C'est par un dialogue franc direct du genre qu'on pourrait intensifier les investissements dans le secteur.

## **ANNEXE B**

---

### **Mr SEKOU OUMAR TALL DIT BAROU**

#### **Activités :**

Monsieur Sékou Oumar TALL Pilote d'avion s'est engagé très tôt vers les années 1979 dans les activités agricoles pour :

- la production d'agrumes (orange, pamplemousse, banane, mangue, mandarine, citron etc.),
- l'aviculture,
- la vente de pépinières de plantes (700 ha) dans le cadre d'un contrat avec l'Opération Haute Vallée,
- la foresterie etc.

Son chiffre d'affaires avoisine les 100 Millions de FCFA.

#### **Les facteurs de blocage tels que vécus par le Promoteur :**

Pour le Promoteur TALL, qui a été Président des Chambres d'Agriculture du Mali, les facteurs de blocage sont les suivants :

##### 1°) - Le financement des investissements :

La promotion du secteur exige des investissements lourds qui passe par l'obtention de concours bancaire à moyen et long terme. Or dans ce domaine, il constate une pénurie.

##### 2°) - Les problèmes de stockage, de conservation et de transformation :

Pour éviter des pertes, il faudrait des techniques et des moyens de stockage.

##### 3°) - la formation dans le management :

En terme de valeur ajoutée, seule la transformation d'une partie de la production permet de créer des emplois.

#### **Les Centres d'Intérêt :**

##### 1°) - La transformation :

Monsieur TALL veut s'engager dans la transformation de mangue, d'orange, de pastèque pour le jus et la confiture. Avec sa production d'œufs, il se propose de faire de la mayonnaise.

##### 2°) - La formation :

Monsieur TALL désire être formé avec son fils qui s'occupe de l'affaire en même temps que lui dans le domaine du management.

3°) - La recherche de partenaires étrangers :

Dans le cadre du développement de ses activités d'exportation, l'intéressé souhaite avoir des partenaires étrangers. Il en attend des apports techniques et financiers.

4°) - Le financement :

Il souhaite que les Banques locales s'impliquent davantage dans le secteur rural et l'agro-industrie.

Monsieur TALL confirme sa participation personnelle à la Table Ronde.

## **ANNEXE C**

---

### **LA SOCIETE DJIGUE-SA**

#### **Activités :**

La Société DJIGUE-SA dirigée par Amadou DJIGUE, actionnaire majoritaire développe ses activités dans l'import-export des produits de première nécessité : riz, sucre, savon, lait, farine, thé, etc.

Monsieur Amadou DJIGUE est le représentant de la société UNILEVER au Mali. Par ailleurs, la Société opère également dans l'industrie (fabrique de mèche, unité de glace alimentaire et de poches métalliques).

Le chiffre d'affaire de la Société est estimé à 10 Milliards de F CFA.

#### **Obstacles au développement des activités du secteur de l'agro- business :**

Le Président de la Société DJIGUE-SA dénombre les obstacles suivants :

##### 1°) - Le manque de volonté politique :

L'intéressé a montré dans le passé un intérêt marqué pour la reprise des Abattoirs Frigorifiques de Bamako en vue de leur modernisation.

Dans le montage ce projet, il était avec des partenaires américains, arabes et saoudiens, notamment pour l'exportation de viande vers les Pays des Grand Lacs dans le cadre de l'aide internationale.

Les démarches engagées n'ont pas de suite favorable en raison des exigences des Pouvoirs Publics liées aux termes de référence de cette privatisation. Les conditions ont été jugées trop draconiennes.

Par ailleurs, ce même promoteur qui est l'un des plus gros importateurs du riz a voulu, il y a 10 ans s'engager dans la mise en valeur de terres dans la zone Office du Niger. Les Responsables de l'Office à l'époque se sont réfugiés derrière l'indisponibilité de l'eau dans le canal Cost Ongoïba.

Compte tenu de toutes ces barrières que Monsieur DJIGUE considère comme relevant du manque de volonté politique, l'intéressé n'a plus eu d'autres initiatives..

Or, il avait été encouragé dans ses initiatives par un Ambassadeur américain qui est rentré.

##### 2°) - Les équipements :

Le promoteur estime qu'il est difficile d'exercer dans ce domaine sans des équipements adéquats qui coûtent chers. Tout naturellement, il débouche sur le problème du financement à moyen et long terme et à la recherche de partenariat.

3°) - Les obstacles non tarifaires :

Pour le cas spécifique des exportations de bétail, Monsieur DJIGUE relève les multiples tracasseries sur l'axe Bamako-Abidjan.

**Centres d'intérêt** :

Monsieur DJIGUE n'exclut pas de s'intéresser à nouveau à la reprise des Abattoirs Frigorifiques de Bamako ou la création d'Abattoirs Frigorifiques et à l'embouche. Il compte réaliser des boucheries modernes à Bamako et aussi améliorer la qualité de la viande qui est insuffisante de son point de vue. Il ajoute que personne ne sait aujourd'hui comment et où sont abattus les animaux consommés par les populations de Bamako. Son objectif est donc de faire consommer de la viande propre et de qualité.

Monsieur DJIGUE s'intéresse également à la zone Office du Niger, s'il peut acquérir des terres dans la zone irriguée et bénéficier de quelques appuis pour les investissements lourds.

Monsieur Amadou DJIGUE confirme sa participation personnelle aux travaux de la Table Ronde.

## **ANNEXE D**

---

### **LE GROUPE ACHCAR**

#### **Les Activités :**

Le Groupe Achcar est un important complexe agro-alimentaire et de commerce dont le début des activités au Mali remonte aux années 1930.

Il est dirigé par un homme de formation HEC d'une grande expérience dans le négoce international et dans les activités du secteur de l'agro-alimentaire.

#### **Les facteurs de blocage du secteur :**

Après avoir relaté toutes les veines tentatives avec des partenaires indiens pour obtenir des liens et s'engager dans la production du riz avec 5 000 ha dans la Zone Office du Niger et l'intéressé estime que le développement du secteur par des privés passe par :

##### 1°) - Le manque d'une définition des métiers :

Il sera difficile pour un opérateur comme lui d'être producteur de riz ou de blé.

Il voudrait mieux s'appuyer pour la production sur des Groupements de paysans organisés et des cultivateurs. Pour accroître la production, on pourrait recourir à l'appui des Chambres d'Agriculture des pays développer pour accompagner les initiatives locales avec le support de Gouvernement.

Si d'aventure des commerçants doivent s'engager dans les activités de production, il faudrait que ce soit des opérateurs venant des régions dont ils connaissent la culture et les mentalités.

##### 2°) - Le découragement des initiatives par l'administration :

D'expérience, il est que des initiatives privées ne soient pas encouragées, même si des progrès sont constatés actuellement (ex : cas de recherche non concluante de 5 000 ha dans la Zone Office du Niger).

##### 3°) - Les incitations :

Sans incitation par la presse, les avantages que le privé peut tirer de la Zone Office du Niger, Blé, Diré et actions soutenus des Chambres d'Agriculture, de Commerce, il sera difficile de diriger les investisseurs privés dans l'agriculture.

Il pense que le Code Communautaire de l'UEMOA en gestation commun la Nouvelle Réforme fiscale posent des problèmes.

La nouvelle Réforme fiscale pénalise les expatriés à travers l'ITS (Impôts sur les Traitements et Salaires).

La TVA aurait gagné à être différenciée comme en Côte d'ivoire, qui applique un taux déduit de 10 % pour les produits de première nécessité au lieu d'un taux unique de 18 %.

Monsieur Gérard Achcar sera absent lors de la Table Ronde. Il sera représenté par une Responsable du Groupe : Madame KEITA.

## **ANNEXE E**

---

### **LA SOCIETE COMALIM-SA (Monsieur Hamadou SYLLA)**

#### **Activités :**

Monsieur Hamadaou SYLLA est un cadre de haut niveau qui dirige la Société COMALIM. De création récente, COMALIM opère dans l'agro-alimentaire par la fabrication des Cubes Maggi avec un chiffre d'affaires de 3 Milliards de FCFA environ.

#### **Obstacles au développement du secteur :**

Selon Monsieur SYLLA, les obstacles s'ordonnent notamment autour des points suivants :

##### 1°) - La formation :

Il pense que le problème de la formation revêt une importance capitale dans ce secteur.

##### 2°) - L'équipement :

Les entreprises ont besoin de s'équiper pour être plus performantes.

##### 3°) - Le Financement :

Les entreprises sont le plus souvent confrontées aux difficultés de financement à moyen et long terme et aussi de trésorerie.

##### 4°) - Les Centres d'intérêt :

Monsieur SYLLA souhaite bénéficier de l'assistance du Centre dans deux (2) domaines : celui de la formation et celui de la qualité à partir des expériences américaines et asiatiques.

Il confirme sa participation personnelle à la Table Ronde.